

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 791

[C — 2001/35292]

23 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement flamand abrogeant l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 mai 1995 portant le règlement en matière d'octroi d'interventions financières en faveur d'initiatives en Europe centrale et de l'Est

Le Gouvernement flamand,

Vu l'article 167 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 81, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu le décret budgétaire du 20 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2001;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 14 février 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, pour le bon ordre et la continuité des interventions financières en faveur d'initiatives en Europe centrale et de l'Est, il y a lieu de fixer sans délai une réglementation en la matière;

Considérant qu'une collaboration simultanée et prioritaire sera entreprise avec les 10 pays de l'Europe centrale qui négocient leur adhésion à l'Union européenne, dans le cadre de programmes de travail en exécution d'accords de coopération généraux;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement flamand du 10 mai 1995 portant le règlement en matière d'octroi d'interventions financières en faveur d'initiatives en Europe centrale et de l'Est, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 mars 1996, est abrogé.**Art. 2.** L'arrêté mentionné à l'article 1^{er} reste applicable aux demandes approuvées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les ordonnancements seront imputés au crédit d'ordonnement prévu au programme 12.1, allocation de base 30.01.**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.**Art. 4.** Le Ministre flamand qui a la Politique extérieure et les Affaires européennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

le Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,

P. DEWAEL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 792

[C — 2001/27163]

7 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1984 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998;

Considérant l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1967 et du 2 mars 1989, notamment les articles 1^{er} et 2;

Considérant que l'augmentation importante du prix des carburants au cours des derniers mois impose d'adapter sans délai le montant de l'indemnité kilométrique afin de ne pas pénaliser les agents;

Considérant que dans un souci d'équité et de simplification, il importe de revoir le mode de fixation de l'indemnité kilométrique et de n'avoir plus qu'un montant unique;

Considérant que le bénéfice d'une assurance tous risques prise en charge par l'employeur est de nature à permettre la couverture des risques encourus lorsque les agents utilisent leur véhicule personnel pour les besoins du service;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2000;

Vu le protocole n° 324 du Comité de secteur n° XVI, établi le 8 décembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.129/2, donné le 14 février 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 12 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « L'arrêté ministériel fixe également le maximum kilométrique annuel autorisé, sans toutefois pouvoir excéder 22.000 kilomètres par an, la puissance imposable maximum de la voiture admise pour la liquidation de l'indemnité et, éventuellement, la localité dont il est question dans l'article 14, alinéa 2. »

Art. 2. L'article 13 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 22 janvier 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Les personnes qui utilisent pour leurs déplacements de service un véhicule à moteur personnel ont droit, pour couvrir tous les frais résultant de l'utilisation du véhicule à moteur personnel, à une indemnité kilométrique fixée à 8,04 francs du kilomètre (soit 0,20 euro du kilomètre).

L'indemnité kilométrique couvre tous les frais à l'exception des frais de parking et de stationnement payant exposés lors de l'accomplissement des déplacements de service et de l'assurance tous risques pour couvrir les risques encourus par les agents utilisant leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service.

Le montant de l'indemnité kilométrique est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, et est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990. »

Art. 3. Un article 13*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 13*bis*. Les ministères wallons et les organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne souscrivent une assurance tous risques pour couvrir les risques encourus par leurs agents utilisant leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service. »

Art. 4. L'article 15 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les frais de parking et de stationnement payant exposés lors de l'accomplissement des déplacements de service sont liquidés sur base des quittances délivrées, soit en même temps que le paiement des indemnités kilométriques auxquelles ils se rapportent pour les agents disposant d'une autorisation d'utiliser leur véhicule à moteur personnel telle que visée à l'article 12, soit sur base d'une déclaration de créance mensuelle pour les agents utilisant un moyen de transport appartenant à l'administration. »

Art. 5. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Les dispositions des articles 12, 13 et 13*bis* ne sont pas d'application pour :

1° les personnes étrangères à l'administration faisant partie de chambres de recours, de commissions ou de jurys lorsqu'elles se rendent au siège de la chambre de recours, de la commission ou du jury dont elles font partie;

2° les agents qui ne bénéficient pas d'un moyen de transport appartenant à l'administration ou d'une autorisation d'utiliser leur véhicule à moteur personnel, telle que visée à l'article 12, et qui utilisent leur véhicule personnel pour les déplacements de service occasionnels;

3° les agents qui assistent aux formations organisées par la Région.

Dans ces cas, les intéressés bénéficient d'une indemnité, égale au montant qui aurait été déboursé par la Région en cas d'utilisation des moyens de transport en commun tel que défini par les articles 5 à 8, prise en charge par le ministère ou l'organisme d'intérêt public qui emploie l'agent ou pour qui la chambre de recours, la commission ou le jury doit siéger. »

Art. 6. Sont abrogés :

1° les alinéas 4 et 5 de l'article 12, de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

2° l'article 16 du même arrêté;

3° l'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 1984;

4° l'annexe au même arrêté, remplacé par l'arrêté du 22 janvier 1998.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2000, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur le 1^{er} juin 2001.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 792

[C — 2001/27163]

7. MÄRZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3 abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 12. Dezember 1984 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 zur allgemeinen Regelung jeglicher Entschädigungen und Zulagen, die dem Personal der Ministerien gewährt werden, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 6. Februar 1967 und vom 2. März 1989, insbesondere der Artikel 1 und 2;

In der Erwägung, dass die bedeutende Erhöhung des Preises der Kraftstoffe im Laufe der letzten Monate erfordert, den Betrag der Kilometerentschädigung unverzüglich anzupassen, um die Bediensteten nicht zu benachteiligen;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf die Gerechtigkeit und die Vereinfachung notwendig ist, dass das Verfahren zur Festlegung der Kilometerentschädigung verbessert wird und dass nur noch ein einheitlicher Betrag besteht;

In der Erwägung, dass eine vom Arbeitgeber übernommene Vollkaskoversicherung so beschaffen ist, dass die mit der Benutzung des eigenen Fahrzeugs durch die Bediensteten verbundenen Risiken gedeckt werden können;

Aufgrund des am 1. Dezember 2000 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 7. Dezember 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 324 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 8. Dezember 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 14. Februar 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 31.129/2;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten wird der Absatz 2 durch den folgenden Absatz ersetzt:

«In dem Ministerialerlass wird ebenfalls die maximal zulässige jährliche Kilometerzahl bestimmt, ohne dass diese jedoch 22.000 Km pro Jahr überschreiten darf sowie die für die Auszahlung der Entschädigung höchste Steuerleistung des Fahrzeugs und gegebenenfalls die Ortschaft, die in Artikel 14, Absatz 2 erwähnt ist.»

Art. 2 - Artikel 13 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 22. Januar 1998, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 13 - Die Personen, die ihr eigenes Fahrzeug für ihre Dienstfahrten benutzen, haben zur Deckung der damit verbundenen Gesamtkosten Anspruch auf eine Kilometerentschädigung, deren Betrag auf 8,04 BEF pro Kilometer (d.h. 0,20 Euro pro Kilometer) festgelegt ist.

Die Kilometerentschädigung deckt die Gesamtkosten, mit Ausnahme der bei Dienstfahrten anfallenden Parkkosten und der Vollkaskoversicherung zur Deckung der Risiken, denen die Bediensteten bei der Benutzung ihres eigenen Motorfahrzeugs für Dienstfahrten ausgesetzt werden.

Der Betrag der Kilometerentschädigung ist an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäß den Regeln, die durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind.

Dieser Betrag wird an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.»

Art. 3 - Ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 13bis - Die Wallonischen Ministerien und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind, schließen eine Vollkaskoversicherung ab, um die Risiken zu decken, denen ihre Bediensteten bei der Benutzung ihres eigenen Motorfahrzeugs für Dienstfahrten ausgesetzt werden.»

Art. 4 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Die bei Dienstfahrten anfallenden Parkkosten werden auf der Grundlage der ausgehändigten Quittungen entweder gleichzeitig mit der Zahlung der Kilometerentschädigungen für die Bediensteten, die über eine wie in Artikel 12 erwähnte Genehmigung zur Benutzung ihres eigenen Motorfahrzeugs verfügen, oder auf der Grundlage einer monatlichen Forderungsanmeldung für die Bediensteten, die ein der Verwaltung gehörendes Fahrzeug benutzen, ausgezahlt.»

Art. 5 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 17 – Die Bestimmungen von Artikeln 12, 13 und 13bis sind nicht anwendbar auf die folgenden Personen:

1° die in keinerlei Beziehung zu der Verwaltung stehenden Personen, die Berufungskammern, Ausschüssen oder Prüfungsausschüssen angehören, wenn sie sich zum Sitz der Berufungskammer, des Ausschusses oder des Prüfungsausschusses, denen sie angehören, begeben;

2° die Bediensteten, die nicht Anspruch auf ein der Verwaltung gehörendes Fahrzeug oder auf eine wie in Artikel 12 erwähnte Genehmigung zur Benutzung ihres eigenen Motorfahrzeugs haben und die es für die Dienstfahrten gelegentlich benutzen;

3° die Bediensteten, die an den von der Region organisierten Ausbildungen teilnehmen.

In diesen Fällen haben die Betroffenen Anspruch auf eine Entschädigung, die dem Betrag entspricht, den die Region im Falle der Benutzung der wie in Artikeln 5 bis 8 bestimmten öffentlichen Verkehrsmittel ausgegeben hätte. Diese Entschädigung wird durch das Ministerium oder die Einrichtung öffentlichen Interesses, die den Bediensteten beschäftigt oder für das bzw. die die Berufungskammer, der Ausschuss oder der Prüfungsausschuss tagen muss, übernommen.»

Art. 6 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° Absätze 4 und 5 von Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten;

2° Artikel 16 desselben Erlasses;

3° Artikel 18 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 12. Dezember 1984;

4° die Anlage zu demselben Erlass, ersetzt durch den Erlass vom 22. Januar 1998.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. September 2000 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 3, der am 1. Juni 2001 in Kraft tritt.

Art. 8 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 792

[C – 2001/27163]

7 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten

De Waalse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1984 en bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1967 en van 2 maart 1989, inzonderheid op artikelen 1 en 2;

Overwegende dat wegens de belangrijke verhoging van de prijs van brandstoffen in de loop van de laatste maanden, het bedrag van de kilometervergoeding onverwijld moet worden aangepast om de personeelsleden niet te benadelen;

Overwegende dat met het oog op billijkheid en vereenvoudiging, de wijze waarop het bedrag van de kilometervergoeding wordt vastgesteld moet worden gewijzigd om tot een enig bedrag te komen;

Overwegende dat een omniumverzekering die ten laste is van de werkgever, de risico's zal dekken die de personeelsleden lopen wanneer ze hun eigen wagen gebruiken in het belang van de dienst;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 december 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 1 december 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 december 2000;

Gelet op het protocol nr. 324 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 8 december 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies 31.129/2, gegeven op 14 februari 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 12 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, wordt het tweede lid gewijzigd als volgt :

« Bij ministerieel besluit worden ook het maximum toegestane jaarlijkse aantal kilometers vastgesteld met hoogstens 22.000 kilometer per jaar, alsook het maximale belastbare vermogen van de wagen dat in aanmerking komt voor de vereffening van de vergoeding en, eventueel, de in artikel 14, tweede lid, bedoelde plaats. »

Art. 2. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 22 januari 1998, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 13. De personen die voor hun dienstreizen gebruik maken van hun eigen wagen, komen in aanmerking, tot goedmaking van alle kosten die daaraan verbonden zijn, voor een kilometervergoeding ten belope van 8,04 frank per kilometer (hetzij 0,20 euro per kilometer).

De kilometervergoeding dekt alle kosten met uitzondering van degene die betrekking hebben op het betaald parkeren en die gedaan zijn bij de uitvoering van de dienstreizen, en van de omniumverzekering om de risico's te dekken die de personeelsleden lopen wanneer ze hun eigen wagen gebruiken in het belang van de dienst.

Het bedrag van de kilometervergoeding wordt gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de voorschriften van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en wordt verbonden aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990. »

Art. 3. Een artikel 13*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Art. 13*bis*. De Waalse ministeries en de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, moeten een omniumverzekering aangaan om de risico's te dekken die de personeelsleden lopen wanneer ze hun eigen wagen gebruiken in het belang van de dienst. »

Art. 4. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De kosten m.b.t. het betaald parkeren, die gedaan zijn bij de uitvoering van een dienstreis, worden vereffend op grond van de afgegeven kwitanties, hetzij tevens als de betaling van de kilometervergoedingen waarop ze betrekking hebben voor de personeelsleden die een vergunning hebben om hun eigen wagen te gebruiken, zoals bedoeld in artikel 12, hetzij op grond van een maandelijks aangifte van schuldvordering voor de personeelsleden die een vervoermiddel gebruiken dat aan het bestuur toebehoort. »

Art. 5. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 17. De voorschriften van artikelen 12, 13 en 13*bis* zijn niet van toepassing op :

1° de personen die geen deel uitmaken van het bestuur maar wel van raden van beroep, commissies of jury's wanneer ze zich begeben naar de raad van beroep, de commissie of de jury waarvan ze deel uitmaken;

2° de personeelsleden die niet beschikken over een vervoermiddel dat aan het bestuur toebehoort of van een vergunning om hun eigen wagen te gebruiken, zoals bedoeld in artikel 12, en die hun eigen wagen af en toe gebruiken voor dienstreizen;

3° de personeelsleden die de door het Gewest georganiseerde vormingen volgen.

In die gevallen komen de betrokkenen in aanmerking voor een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door het Gewest zou betaald zijn in geval van gebruik van de openbare vervoermiddelen, zoals bedoeld in artikelen 5 tot 8, die ten laste is van het ministerie of de instelling van openbaar nut waarbij het personeelslid tewerkgesteld is of waarvoor de raad van bestuur, de commissie of de jury zitting moet houden. »

Art. 6. Opgeheven worden :

1° leden 4 en 5 van artikel 12 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

2° artikel 16 van hetzelfde besluit;

3° artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1984;

4° de bijlage bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 22 januari 1998.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2000, met uitzondering van artikel 3 dat in werking treedt op 1 juni 2001.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL